

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/32027]

11 OCTOBRE 2018. — Décret relatif à l'implémentation de dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé dans l'enseignement fondamental et secondaire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992
relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Article 1^{er}. Dans le décret du 29 juillet 1992 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, il est ajouté un nouvel article 16sexies, rédigé comme suit :

« Article 16sexies. – § 1^{er}. Pour l'année scolaire 2019-2020, un maximum de 1350 périodes-professeur est octroyé à des établissements d'enseignement secondaire organisant un premier degré. Ces périodes sont destinées à la constitution d'une équipe de trois à cinq professeurs issus du 1^{er} degré, à raison de 2 périodes par professeur et d'une période attribuée à l'un de ces professeurs pour la coordination de l'équipe, afin de développer, en 1^{re} ou 2^e année commune, des outils et des pratiques de différenciation et de remédiation, tant dans la classe que durant des périodes spécialement dédiées à l'accompagnement personnalisé d'élèves.

Elles sont attribuées au 1^{er} septembre 2019, selon des modalités arrêtées par le Gouvernement.

§ 2. L'équipe visée au § 1 collabore avec des chercheurs issus d'universités ou de hautes écoles, à raison d'un maximum de 10 équipes par chercheur.

§ 3. Pour l'année scolaire 2019-2020, les établissements visés au § 1^{er} bénéficient d'une période-professeur par tranche de 20 élèves régulièrement inscrits en 1^{re} année commune au 15 janvier 2019, à concurrence d'un maximum de 1250 périodes. Ces périodes sont destinées à assurer un accompagnement personnalisé des élèves de 1^{re} année commune nécessitant une prise en charge en fonction de leurs besoins, ou des projets en groupes restreints ou à plus grande échelle.

La manière dont les périodes concernées sont utilisées doit être détaillée dans le plan de pilotage ou le plan d'action collective du premier degré.

§ 4. Pour soutenir, accompagner et coordonner les actions des acteurs visés au § 1 et § 3, le Gouvernement est chargé de créer un comité de coordination, présidé par l'Administration, dont il fixe les missions, les modalités de fonctionnement, et la composition.

§ 5. Le comité de coordination visé au § 4 prévoit les modalités de suivi et de monitoring de la mise en œuvre du dispositif visé au § 1^{er}. Pour le 15 septembre 2020 au plus tard, les chercheurs transmettent au comité de coordination un rapport d'évaluation sur la mise en œuvre dans les établissements scolaires concernés des dispositions d'accompagnement personnalisé des élèves.

§ 5bis. Le comité de coordination est soutenu par la cellule de support créée en vertu de l'art.4bis, § 5 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, aux fins de la mise en œuvre et de l'évaluation du dispositif.

§ 6. Le Gouvernement évalue la mise en œuvre du présent article et en fait rapport au Parlement au cours de l'année 2020-2021.

Art. 2. Dans le même décret, à l'article 20, § 4, alinéa 1^{er}, les mots « des articles 16, 16bis » sont remplacés par les mots « des articles 16, 16bis, 16sexies ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans
l'enseignement fondamental*

Art. 3. Dans le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, il est créé un nouvel article 4bis, rédigé comme suit :

« Article 4bis. – § 1^{er}. Dans le cadre de l'application des articles 3 et 4, il est créé un dispositif favorisant la collaboration et la coopération de l'ensemble des acteurs concernés par la construction du devenir des élèves à s'engager dans une dynamique de promotion des potentialités de chaque apprenant afin de les conduire à la réussite.

Ce dispositif est conçu pour faire ressurgir les capacités en matière de pratiques pédagogiques favorables à la différenciation des apprentissages, la réussite de l'élève et son intégration dans le milieu scolaire.

Ce dispositif s'adresse à toute école ou tout centre PMS désirant s'engager dans une dynamique de construction de pratiques alternatives au maintien ou au redoublement d'élèves de 2,5 ans à 12 ans.

Ce dispositif s'intègre dans un cadre visant à soutenir les démarches de créativité et l'innovation dans le domaine de l'éducation à travers l'identification et la diffusion des pratiques pertinentes.

§ 2. Les objectifs du dispositif sont :

1° de faire émerger au sein des équipes éducatives des démarches innovantes ou de renforcer des pratiques existantes qui permettent à tous les enfants de se développer et d'apprendre ;

2° d'accompagner la maturation de tels projets, de les faire connaître et reconnaître, à l'échelle de la Communauté française, par la diffusion et le partage d'information, de pratiques et d'expériences ;

Plus particulièrement, ce dispositif vise à :

1° favoriser des parcours adaptés et différenciés prenant en compte positivement la multiplicité des intelligences, la pluralité des rythmes et la diversité des contextes;

2° éviter le redoublement en permettant que les difficultés rencontrées par les élèves soient, au plus tôt, repérées, diagnostiquées et traitées par des approches différenciées.

§ 3. Les acteurs concernés par le dispositif sont :

1° les acteurs locaux, c'est-à-dire tous les adultes qui entourent les enfants de 2,5 à 12 ans : enseignants maternels et primaires, directeurs, agents des centres PMS, ou tout autre intervenant qui collabore avec les équipes éducatives au sein des écoles, en prise directe avec les enfants ;

2° les acteurs intermédiaires, en appui aux acteurs locaux c'est-à-dire les conseillers pédagogiques, membres du Service général de l'Inspection, formateurs - qu'il s'agisse de la formation continuée ou de la formation initiale ;

§ 4. Pour soutenir, accompagner et coordonner les actions des acteurs visés au § 3, le Gouvernement est chargé de créer un comité d'opérationnalisation et d'échange d'information, présidé par l'Administration, dont il fixe les missions, les modalités de fonctionnement, et la composition.

§ 5. Afin de documenter et diffuser les pratiques et expériences menées sur le terrain, le Gouvernement est chargé de créer une cellule de support dont il fixe les missions et la composition.

§ 6. Pour l'année scolaire 2018-2019, un maximum de 1500 périodes du capital-périodes est octroyé à des établissements d'enseignement maternel, primaire ou fondamental organisant une ou plusieurs des années d'études constituant le 2e cycle de la première étape du continuum pédagogique, tel que défini à l'article 13, § 3, 2° du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Ces périodes sont octroyées aux établissements qui s'inscrivent dans le dispositif, à raison de 12 périodes par tranche de 50 élèves régulièrement inscrits au 30 septembre 2017 pour le niveau maternel, et au 15 janvier 2018 pour le niveau primaire.

Ces périodes sont destinées à l'expérimentation de pratiques durant des périodes de cours hebdomadaires permettant d'assurer une différenciation et un accompagnement personnalisé des élèves concernés en lien avec l'apprentissage de la lecture.

La manière dont les périodes concernées sont utilisées est détaillée dans le plan de pilotage ou, pour les établissements n'ayant pas encore de plan de pilotage, fait l'objet d'un rapport d'évaluation annuel.

Elles sont attribuées au 1^{er} janvier 2019, selon des modalités arrêtées par le Gouvernement.

Les établissements sélectionnés sont en interactions avec la cellule de support et soutenus par l'instance d'opérationnalisation et d'échange d'information. Ils collaborent avec une équipe de 9 à 12 chercheurs issus des hautes écoles et des universités afin de développer et faciliter l'appropriation d'outils par les équipes pédagogiques.

Pour l'année scolaire 2019-2020, les dispositifs prévus aux alinéas 1 et 4 se poursuivent pour les écoles concernées.

§ 7. Le Gouvernement évalue la mise en œuvre de l'article 4bis et en fait rapport au Parlement au cours de l'année 2019-2020.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} octobre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 octobre 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Proposition de décret, n° 678-1. – Rapport de commission, n° 678-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 678-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 10 octobre 2018.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/32027]

11 OKTOBER 2018. — Decreet betreffende de verwezenlijking van stelsels voor de differentiatie en de persoonlijke begeleiding in het basis- en secundair onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Artikel 1. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt een nieuw artikel 16*sexies* toegevoegd, luidend als volgt:

“ Artikel 16*sexies*. - § 1. Voor het schooljaar 2019-2020 worden maximaal 1350 lestijden-leraar toegekend aan de inrichtingen voor secundair onderwijs die de eerste graad organiseren. Deze lestijden zijn bedoeld voor de samenstelling van een team van drie tot vijf leraren uit de 1ste graad, naar rata van twee lestijden per leraar en één lestijd die wordt toegekend aan een van deze leraren voor de coördinatie van het team, om, in het 1ste of 2de gemeenschappelijke jaar, instrumenten en praktijken inzake differentiatie en remediëring te ontwikkelen, zowel in de klas als tijdens lestijden specifiek bestemd voor de persoonlijke begeleiding van leerlingen.

Ze worden op 1 september 2019 toegewezen, volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

§ 2. Het team bedoeld in § 1 werkt samen met onderzoekers uit universiteiten of hogescholen, met een maximum van 10 teams per onderzoeker.

§ 3. Voor het schooljaar 2019-2020, genieten de in § 1 bedoelde inrichtingen één leestijd voor elke 20 leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in het eerste gemeenschappelijke jaar op 15 januari 2019, ten belope van een maximum van 1250 lestijden. Deze lestijden zijn bestemd voor de persoonlijke begeleiding van de leerlingen in het eerste gemeenschappelijke jaar die hulp nodig hebben in functie van hun behoeften, of projecten in kleine groepen of op grotere schaal.

De manier waarop de bedoelde lestijden worden gebruikt, moet nader worden beschreven in het sturingsplan of in het collectieve actieplan van de eerste graad.

§ 4. Om de acties van de in § 1 en § 3 bedoelde actoren te ondersteunen, te begeleiden en te coördineren, is de Regering belast met het oprichten van een coördinatiecomité, voorgezeten door de Administratie, en ze bepaalt de missies, de nadere regels van werking en de samenstelling ervan.

§ 5. Het coördinatiecomité, bedoeld in § 4, bepaalt de nadere regels voor het toezicht en de monitoring van de implementatie van het systeem bedoeld in § 1. Uiterlijk op 15 september 2020 dienen de onderzoekers bij het coördinatiecomité een evaluatieverslag in over de uitvoering van de stelsels voor de persoonlijke begeleiding van de leerlingen in de betrokken schoolinrichtingen.

§ 5*bis*. Het coördinatiecomité wordt ondersteund door de steuncel die is opgericht krachtens artikel 4*bis*, § 5 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het slagen in de basisscholen, met als doel de implementatie en evaluatie van het stelsel.

§ 6. De Regering evalueert de implementatie van dit artikel en brengt er verslag over uit aan het Parlement tijdens het jaar 2020-2021.”.

Art. 2. In hetzelfde decreet, worden in artikel 20, § 4, eerste lid, de woorden “artikelen 16, 16*bis*” vervangen door de woorden “artikelen 16, 16*bis*, 16*sexies*”.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het slagen in de basisscholen*

Art. 3. In het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het slagen in de basisscholen, wordt een nieuw artikel 4*bis* opgesteld, luidend als volgt:

“Artikel 4*bis*. - § 1. In het kader van de toepassing van de artikelen 3 en 4 wordt een stelsel opgericht dat de samenwerking bevordert van alle actoren betrokken bij de opbouw van de toekomst van de leerlingen om zich in te zetten voor een dynamiek voor de bevordering van de potentiële bekwaamheden van elke leerling om hen naar succes te leiden.

Dit stelsel is ontworpen om de bekwaamheden opnieuw te laten gelden inzake pedagogische praktijken die gunstig zijn voor de differentiatie van leerprocessen, het studentensucces en de integratie in de schoolomgeving.

Dit stelsel is bedoeld voor alle scholen of PMS-centra die zich bezighouden met het opbouwen van alternatieve methoden voor het behoud of blijven zitten van leerlingen van 2,5 jaar tot 12 jaar.

Dit stelsel maakt deel uit van een kader dat creatieve benaderingen en innovatie op het gebied van onderwijs ondersteunt door middel van de identificatie en het overbrengen van relevante praktijken.

§ 2. De doelstellingen van het stelsel zijn:

1 ° innovatieve benaderingen van de onderwijsteams te bevorderen of bestaande praktijken te versterken waardoor alle kinderen zich kunnen ontwikkelen en leren;

2 ° begeleiden van de rijpwording van dergelijke projecten, om ze bekend te maken en te erkennen, op het niveau van de Franse Gemeenschap, door de verspreiding en uitwisseling van informatie, praktijken en ervaringen;

Inzonderheid beoogt dit stelsel:

1 ° het bevorderen van aangepaste en gedifferentieerde trajecten waarbij positief rekening wordt gehouden met de menigvuldigheid van intelligentievormen, het veelvoud van ritmen en de diversiteit van contexten;

2 ° dubbel werk vermijden door de moeilijkheden die leerlingen ondervinden zo snel mogelijk te identificeren, te diagnosticeren en te behandelen met gedifferentieerde benaderingen.

§ 3. De actoren die betrokken zijn bij het stelsel zijn:

1 ° de lokale actoren, d.w.z. alle volwassenen die de kinderen begeleiden van 2,5 tot 12 jaar: kleuteronderwijzers en onderwijzers van de lagere school, directeurs, ambtenaren van de PMS-centra of een andere tussenkomende persoon die samenwerkt met de onderwijsteams op scholen, in rechtstreeks contact met kinderen;

2 ° intermediaire actoren, ter ondersteuning van plaatselijke actoren, inzonderheid pedagogische adviseurs, leden van de algemene inspectie, opleiders - hetzij voor voortgezette opleiding of initiële opleiding;

§ 4. Om de acties van de in § 3 bedoelde actoren te ondersteunen, te begeleiden en te coördineren, is de Regering belast met het oprichten van een operationeel- en informatie-uitwisselingscomité, voorgezeten door de administratie, waarvan de opdrachten, de nadere regels van werking en de samenstelling door ze bepaald worden.

§ 5. Voor het documenteren en verspreiden van praktijken en ervaringen die op het veld worden uitgevoerd, is de Regering belast met het oprichten van een ondersteuningscel waarvan ze de opdrachten en de samenstelling bepaalt.

§ 6. Voor het schooljaar 2018-2019, worden ten hoogste 1.500 lestijden van het lestijdenpakket toegekend aan de inrichtingen voor kleuter-, lager of basisonderwijs die een of meer van de studiejaar die de tweede cyclus van de eerste stap van het pedagogische continuüm vormen, organiseren, zoals bepaald in artikel 13, § 3, 2° van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Deze lestijden worden toegekend aan de inrichtingen die het stelsel toepassen, naar rata van 12 lestijden voor elke schijf van 50 leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 30 september 2017 voor het kleuterniveau, en 15 januari 2018 voor het niveau van het lager onderwijs.

Deze lestijden zijn bedoeld voor het experimenteren van praktijken tijdens wekelijkse lestijden om differentiatie en persoonlijke begeleiding ten gunste van de betrokken leerlingen te beoefenen in verband met het leren lezen.

De manier waarop de bedoelde lestijden gebruikt worden, wordt beschreven in het sturingsplan of, voor de inrichtingen die nog geen sturingsplan hebben, wordt een jaarlijks evaluatieverslag opgesteld.

Ze worden op 1 januari 2019 toegewezen, volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

De geselecteerde inrichtingen werken samen met de ondersteuningscel en worden bijgestaan door de instantie voor operationalisering en informatie-uitwisseling. Ze werken samen met een team van 9 tot 12 onderzoekers uit hogescholen en universiteiten om de toe-eigening van hulpmiddelen door de opvoedingsteams te ontwikkelen en te vergemakkelijken.

Voor het schooljaar 2019-2020, blijven de stelsels bedoeld in de leden 1 en 4 voor de betrokken scholen gelden.

§ 7. De Regering evalueert de implementatie van artikel 4bis en brengt er verslag over uit aan het Parlement tijdens het jaar 2019-2020."

HOOFSTUK III. — Slotbepaling

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 oktober 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Voorstel van decreet nr. 678-1. - Commissieverslag, nr. 678-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 678-3.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 oktober 2018.